

gouvernementale française chargée de réglementer le commerce des armes avait établi des normes rigoureuses à ce chapitre; pourtant, 31 des 36 transactions conduites avec le Rwanda l'ont été «sans respecter les normes[92].»

15.80. Tout au long de juillet, d'août et de septembre, selon des fonctionnaires des Nations Unies, l'aviation militaire française transporta un grand nombre de génocidaires vers des destinations inconnues, dont le leader du génocide, le colonel Théoneste Bagosora, ainsi que des troupes des Interahamwe, des ex FAR et des milices[93]. Aucun de ces hommes n'a jamais manifesté le moindre remords. Au contraire, comme nous le verrons plus loin, ils discutaient candidement et ouvertement des étapes à suivre. Ils allaient retourner «terminer le travail». Grâce à l'occasion imprévue qui leur était fournie en grande partie par la France, ils pouvaient maintenant commencer à se réorganiser à partir du Zaïre et d'ailleurs.

15.81. Pendant et après le génocide, la France ne manifesta jamais le moindre repentir et demeura à ses propres yeux tout à fait irréprochable en ce qui a trait à la tragédie rwandaise. Paris continua de reconnaître formellement le gouvernement intérimaire pendant dix semaines après qu'il eut engagé le génocide; par la suite, plusieurs membres de l'establishment français affirmèrent avec amertume que «leurs» protégés avaient été défaits par ce que le général et chef d'État-major Jacques Lanxade qualifia de «conspiration anglo-saxonne[94].»

15.82. Dès que le FPR prit le contrôle, les autorités françaises déployèrent toute leur influence pour compliquer la vie au nouveau gouvernement. L'Union européenne avait voté des crédits spéciaux de près de 200 millions de dollars pour le Rwanda, mais le veto français empêcha de débloquer ces fonds avant la toute fin de l'année et, même alors, seule une partie des crédits put être versée. À une conférence tenue à La Haye en septembre, l'ambassadeur français se leva et quitta les lieux lorsque le Président Bizumungu fit son discours[95]. En novembre, le Sommet franco-africain se déroula sans la présence du Rwanda qu'on n'avait délibérément pas invité et le Zaïre, invité, y participa. Mobutu fut présent, aux côtés du Président Mitterrand[96].

15.83. Lorsqu'un journaliste lui posa une question sur le génocide, Mitterrand répondit : «Le génocide, ou les génocides[97]?» Cette réponse reprenait mot pour mot celle des représentants du Hutu Power : les Tutsi avaient été tués dans le cours de la guerre, les Tutsi avaient causé autant de pertes de vies humaines qu'eux-mêmes en avaient subies et, de toute façon, le nombre de Hutu morts dans les camps de l'Est du Zaïre mettait les deux camps à égalité. En entrevue cinq semaines après la fin du génocide, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, définit la position française de façon explicite : «Personne ne peut dire que le bien était dans le camp du FPR et le mal dans l'autre[98].»

15.84. Alors même qu'il insultait de façon provocante le nouveau gouvernement de Kigali et qu'il apportait son aide aux dirigeants extrémistes Hutu, le gouvernement français n'hésitait pas à leur faire la leçon. Avant de recevoir quelque forme d'aide que ce soit, laissa savoir Alain Juppé, le gouvernement devrait «négocier». «Qu'est-ce que la nation rwandaise?, demanda-t-il. Elle se compose de deux groupes ethniques, les Hutu et les Tutsi. La paix ne peut être rétablie au Rwanda tant que ces deux groupes refusent de travailler et de gouverner ensemble [...] C'est la solution que la France, avec quelques autres, tente courageusement de mettre de l'avant[99].» Dans le même ordre d'idées, le ministre de la Coopération expliqua que «le gouvernement de Kigali est un gouvernement Tutsi anglophone, qui provient de l'Ouganda [...] Je ne fais que leur demander de faire un pas vers la démocratie, de créer un système juridique sain, et de fixer une date pour les élections[100].»

15.85. On peut difficilement sous-estimer les conséquences de la politique française. La fuite des génocidaires au Zaïre engendra, ce qui était presque inévitable, une nouvelle étape plus complexe de la tragédie rwandaise et la transforma en un conflit qui embrasa rapidement toute l'Afrique centrale. Le fait que toute la région des Grands Lacs souffrirait d'une déstabilisation était à la fois tragique et, dans une importante mesure, prévisible. Comme le génocide lui-même, les «catastrophes convergentes[101]» qui s'ensuivirent ne manquèrent pas de signes annonciateurs. Ce qui est doublement déprimant, c'est que chaque événement conduisait logiquement et presque inexorablement au suivant. Encore une fois, la volonté internationale de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à l'escalade fit défaut. Presque toutes les catastrophes majeures qui ont suivi le génocide ont résulté d'un refus de réagir adéquatement